

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 29/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAVANE BROSSARD SA

Rue de la Gare des Marchandises
BP 20801
45308 Pithiviers

Références : n° 183 / 2023
Code AIOT : 0010001192

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement SAVANE BROSSARD SA implanté Rue de la Gare des Marchandises 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 06/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVANE BROSSARD SA
- Rue de la Gare des Marchandises 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010001192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAVANE BROSSARD exploite sur la commune de Pithiviers un site de production soumis à autorisation pour la fabrication de pâtisseries familiales, de mini-pâtisseries et de cakes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets des effluents aqueux ;
- Action nationale sécheresse, notamment consommation d'eau du site ;
- Gestion des fluides frigorigènes mis en œuvre sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	VLE rejets aqueux n°1	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
13	Etat des réseaux d'eaux	AP Complémentaire du 26/02/2019, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation d'eau - volume	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 4	/	Sans objet
2	Consommation d'eau - Dispositions sécheresse	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 4	/	Sans objet
4	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.2	/	Sans objet
8	Transmission des résultats GIDAF	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.2	/	Sans objet
10	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Autosurveillance des rejets aqueux n°1	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.1	/	Sans objet
7	Mesures comparatives des rejets aqueux n°1	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.1	/	Sans objet
9	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	/	Sans objet
11	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet
12	Fiche d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 8.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau - volume

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Réseau public AEP Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : commune de Pithiviers Prélèvement maximal annuel (m³) : 28 500 Débit maximal Journalier (m³) : 148</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>L'exploitant met en place un indicateur de suivi de sa consommation d'eau, notamment en lien avec sa production.</p>
Constats : [C1] L'exploitant n'a pas respecté le volume maximal annuel autorisé pour les prélèvements sur le réseau AEP, deux années consécutives.
<p>Observations : Vu : le détail des consommations annuelles en eau de ville de la société sur la période 2019 à 2022 : - 2019 : 25 920 m³ pour un ratio de 1,33 m³/t en moyenne - 2020 : 27 182 m³ pour un ratio de 1,58 m³/t en moyenne - 2021 : 30 855 m³ pour un ratio de 1,64 m³/t en moyenne - 2022 : 28 676 m³ pour un ratio de 1,34 m³/t en moyenne Vu : consignes de nettoyage pour la ligne d'emmoulage L200 utilisant des pistolets à eau.</p> <p>L'exploitant indique qu'il a engagé des réflexions pour limiter sa consommation d'eau et ses prélèvements (par exemple : augmentation de la pression dans les pistolets à eau employés par le personnel pour le nettoyage de la ligne d'emmoulage L200). Un projet de mise en oeuvre d'un nettoyage en place (NEP) est également envisagé. Une pré-étude a été menée par la société DRB Engineering et nécessite d'être affinée. Les premières études ont permis de mettre en évidence certaines mauvaises pratiques des opérateurs. Des actions de sensibilisation et de rappel des bonnes pratiques sont prévues.</p> <p>L'exploitant précise toutefois avoir mis en service un nouveau compresseur courant 2022. Ce nouveau compresseur à vis en remplacement du compresseur précédent à piston devrait permettre une réduction non négligeable de la consommation d'eau du site puisque précédemment, une injection en pluie d'eau sur les échangeurs était déclenchée dès que la température dépassait les 35 °C, ce qui représentait un poste important de consommation d'eau.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consommation d'eau - Dispositions sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels, • d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ; • d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ; • de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.
<p>Constats : [C2] L'exploitant n'a pas mis en oeuvre les dispositions sécheresse de son arrêté préfectoral d'autorisation pendant la période de sécheresse 2022.</p>
<p>Observations :</p> <p>Vu : le détail des consommations annuelles et mensuelles en eau de ville de la société sur la période 2019 à 2022 ;</p> <p>Vu : le pic de consommation d'eau du site, pour l'année 2022, qui se situe sur la période estivale : 2825 m³ prélevés en juin, 2740 m³ prélevés en juillet et 2496 m³ prélevés en août 2022 malgré l'épisode de sécheresse généralisée en France ;</p> <p>Vu : les dépassements réguliers de la VLE sur les paramètres DCO, DBO5, MES, et ponctuellement supérieurs au double de la VLE. Les rejets sont raccordés sur le réseau de la STEP de Pithiviers (pas de rejet direct au milieu naturel).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant confirme ne pas avoir mené d'action spécifique pour limiter la consommation d'eau du site pendant la période estivale correspondant à la période de sécheresse dans le département : pas d'information ou de consigne passée auprès du personnel, pas d'organisation spécifique de la production du site, etc.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le pic de consommation d'eau sur la période estivale, qu'il identifie sans doute comme consécutifs à des nettoyages de lignes plus fréquents.</p> <p>L'inspection des installations classées recommande de mettre en regard ce constat avec la production du site et l'ordonnancement des commandes afin d'étudier si une optimisation ne pourrait pas être trouvée en vue de lisser et réduire les consommations, notamment en période de sécheresse.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : VLE rejets aqueux n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets aqueux n°1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes, • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température : < 30°C • pH : compris entre 5,5 et 8,5 • Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l <p>Rejet n°1 :</p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière unitaire avec les eaux industrielles.</p> <p>Les eaux résiduaires (EU+ EI) doivent respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p> <p>Débit maximal journalier : 160 m³/jour</p> <p>Polluants // Concentrations maximales exprimées en mg/l // Flux maximaux exprimés en kg/jour</p> <p>MES // 600 // 96</p> <p>DCO // 5000 // 600</p> <p>DBO5 // 2500 // 300</p> <p>Phosphore total // 30 // 4,8</p> <p>NTK // 100 // 16</p> <p>Graisses // 250 // 40</p> <p>Constats : [C3] Il est constaté des dépassements réguliers des VLE en concentration sur les effluents en sortie de STEP interne, pour les paramètres DCO, DBO5, MES, et plus ponctuellement sur la température et l'azote. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le respect des VLE en flux sur les paramètres pour ce rejet (non suivi).</p> <p>Ce constat avait déjà été énoncé lors de la précédente visite d'inspection en date du 29/04/2021, sans avancée notable à ce jour.</p> <p>Observations :</p> <p>Vu : les valeurs en concentration en entrée et sortie de STEP sur les paramètres ;</p> <p>Vu : les dépassements réguliers de la VLE sur les paramètres DCO, DBO5, MES, et ponctuellement supérieurs au double de la VLE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : 1220 mg/L (>2xVLE) et 716 mg/L en novembre et décembre 2022 ; - DCO : 8047 mg/L et 8530 mg/L (DCO) les 09 décembre 2022 et 13 janvier 2023 ; - DBO5 : 5030 mg/L (>2xVLE) et 2960 mg/L en novembre et décembre 2022 ; <p>Vu : les dépassements ponctuels sur les paramètres température et azote :</p> <ul style="list-style-type: none"> - > 30 °C en janvier 2023 ; - 187 mg/L (NTK) en octobre 2022 ; <p>Vu : les valeurs élevées en concentration dans le bassin tampon de la STEP (valeurs entrée station) ;</p> <p>Vu : courrier du 12 mai 2021 de l'inspection des installations classées adressé à l'exploitant suite à la visite d'inspection du 29 avril 2021 et faisant état de la non-conformité suivante à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 : "NC1 : Les concentrations en DCO et MES</p>

dépassent régulièrement les VLE autorisées. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan d'actions relatifs à la mise en conformité de la STEP".

L'exploitant rappelle que la STEP a été modifiée en 2018-2019 (ajout d'un bassin tampon notamment) pour permettre un retour à la conformité des rejets. L'exploitant indique avoir rencontré de nombreuses difficultés en 2022 sur les équipements de la station qui ont entraîné une succession de dépassements sur les paramètres en concentration dans les effluents : problème de surpresseur, panne au niveau du tamis, défectuosité sur le moteur du tamis puis sur la sonde pH.

Il indique que la station de traitement des effluents (STEP) interne du site est gérée et suivie par la société VEOLIA. Une demande aurait été formulée courant décembre auprès de la société VEOLIA pour la mise en oeuvre d'un plan d'action comprenant notamment la détermination d'actions de retour à la conformité pérenne des rejets, et la définition des pièces critiques de l'installation dont la présence d'un stock en maintenance apparaît nécessaire. Un point d'avancement est prévu courant mars 2023 sur ce sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il pourra être nécessaire de prévoir une capacité de stockage tampon permettant de renvoyer les effluents dans les installations de traitement dès que leur fonctionnement normal aura été rétabli. Dans le cadre de fabrications discontinues, il convient en général d'interdire de reprendre une fabrication avant que les dispositifs de traitement n'aient été remis en état.</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p>
<p>Constats : [C4] L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées des actions engagées en vue de prévenir les dysfonctionnements de son installation de traitement des effluents en transmettant la demande formalisée auprès de la société VEOLIA, ainsi que le plan d'action défini pour la gestion de la STEP assorti d'échéances.</p>
<p>Observations :</p> <p>Vu : les valeurs en concentration en entrée et sortie de STEP sur les paramètres ;</p> <p>Vu : les dépassements réguliers sur les paramètres DCO, DBO5, MES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 716 mg/L (MES) en décembre 2022 ; - 8047 mg/L et 8530 mg/L (DCO) les 09 décembre 2022 et 13 janvier 2023 ; - 2500 mg/L (DBO5) le 09 décembre 2022 ; - 187 mg/L (NTK) en octobre 2022. <p>Vu : les dépassements ponctuels sur les paramètres température et azote :</p> <ul style="list-style-type: none"> - > 30 °C en janvier 2023 ; - 187 mg/L (NTK) en octobre 2022 ; <p>Vu : les valeurs élevées en concentration dans le bassin tampon de la STEP (valeurs entrée station) ;</p> <p>L'exploitant rappelle que la STEP a été modifiée en 2018-2019 (ajout d'un bassin tampon notamment) pour permettre un retour à la conformité des rejets. L'exploitant indique avoir rencontré de nombreuses difficultés en 2022 sur les équipements de la station qui ont entraîné une succession de dépassements sur les paramètres en concentration dans les effluents : problème de surpresseur, panne au niveau du tamis, défectuosité sur le moteur du tamis puis sur la sonde pH.</p> <p>Il indique que la station de traitement des effluents (STEP) interne du site est gérée et suivie par la société VEOLIA. Une demande aurait été formulée courant décembre auprès de la société VEOLIA pour la mise en oeuvre d'un plan d'action comprenant notamment la détermination d'actions de retour à la conformité pérenne des rejets, et la définition des pièces critiques de l'installation dont la présence d'un stock en maintenance apparaît nécessaire. Un point d'avancement est prévu courant mars 2023 sur ce sujet.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : Vu : le registre de la STEP, le suivi des paramètres et la mention des dysfonctionnements. La compétence du gestionnaire de la STEP (société VEOLIA) n'a pas fait l'objet d'une vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance des rejets aqueux n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux n°1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en oeuvre : Rejet n°1 : Eaux résiduaires après prétraitement Paramètres // Type de suivi // Périodicité de la mesure Débit // Moyen 24 heures // Continu pH // Moyen 24 heures // Continu MES // Moyen 24 heures // Hebdomadaire DCO // Moyen 24 heures // Hebdomadaire DBO5 // Moyen 24 heures // Hebdomadaire Phosphore total // Moyen 24 heures // Mensuelle NTK // Moyen 24 heures // Mensuelle Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence.
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : Vu : le suivi des paramètres en sortie de STEP et le programme d'autosurveillance des rejets ; Vu : le suivi en continu des paramètres pH et débit à la STEP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures comparatives des rejets aqueux n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives des rejets aqueux n°1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures comparatives sont réalisées selon la fréquence minimale suivante : Paramètres // Fréquence // Débit PH // Annuelle MES // Annuelle DCO // Annuelle DBO5 // Annuelle Phosphore total // Annuelle NTK // Annuelle
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : Vu : le suivi des paramètres en sortie de STEP comprenant notamment les résultats des mesures comparatives. Les fréquences minimales sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Transmission des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats de l'auto-surveillance des rejets aqueux sont transmis mensuellement par l'exploitant par le biais de l'application internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquentes).
Constats : C5 L'exploitant ne transmet pas mensuellement les résultats de son autosurveillance via l'application GIDAF.
Observations : Vu : en amont de la visite d'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a pas transmission ses déclarations GIDAF sur les rejets du site depuis septembre 2022 inclus. Vu : les déclarations relatives à la période allant de septembre 2022 à janvier 2023 inclus ont été transmises le 23 février 2023, date de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Actions nationales 2023, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
Constats : Absence d'écart constaté.
<p>Observations : Vu : la liste des équipements clos en exploitation utilisant des fluides frigorigènes et mentionnant, notamment, la charge en fluide contenant dans les circuits ; Vu : le tableau de classement ICPE du site établi par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/02/2019 définissant une quantité de 651 kg maximum au titre de la rubrique 1185-2-a de la nomenclature. Cette quantité est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des équipements concernés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018)</p> <p>Annexe 1 Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Point 3.3 : Etat des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p> <p>Constats : [C6] L'étiquetage apposé sur le groupe froid "salle Margarine" ne correspond pas à la même quantité de fluide frigorigène que celle portée dans le tableau listant les équipements et leurs caractéristiques, ni celle portée dans la dernière fiche d'intervention de l'équipement établie par l'opérateur.</p> <p>[C7] Le tableau listant la liste des groupes froids, le type de fluide frigorigène et la charge associée de l'équipement nécessite d'être remis à jour.</p> <p>Observations : Vu : la liste des équipements clos en exploitation utilisant des fluides frigorigènes et mentionnant notamment la charge en fluide contenue dans les circuits et le type de fluide frigorigène chargé ; Vu : par échantillonnage lors de la visite sur le site les groupes frigorifiques suivants : - groupe SODIFRI L203 ; - groupe salle Margarine : incohérence sur la quantité de fluide chargée dans l'équipement entre la fiche d'intervention et l'étiquette apposée in situ ; - groupe CHILLER pour eau glacée A2P chargé en R 290; - groupe TRANE 37 L214 : pas d'identification claire sur l'équipement sur une mise à l'arrêt ; Hormis le dernier, ces groupes disposent de l'étiquette relative à l'identification des fluides frigorigènes et le macaron relatif à la dernière vérification périodique avec test d'étanchéité valide ; Vu : par échantillonnage les fiches d'intervention des équipements frigorifiques.</p> <p>Lors des échanges avec l'exploitant, il ressort que le tableau listant les équipements clos en exploitation utilisant des fluides frigorigènes n'est pas à jour (le fluide du groupe "salle margarine" est du R452a et non du R404a, la charge pour ce groupe est incorrecte).</p> <p>L'exploitant prévoit le remplacement de certains fluides frigorigènes et la mise à l'arrêt de certains équipements pour satisfaire aux obligations réglementaires du règlement F-Gaz et aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation [....] 3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C. Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ; b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p> <p>Annexe III Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 : 12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150, 13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.</p>
Constats : Absence d'écart constaté.
<p>Observations : Vu : la liste des équipements clos en exploitation utilisant des fluides frigorigènes et mentionnant notamment la charge en fluide contenue dans les circuits et le type de fluide frigorigène chargé ;</p> <p>L'exploitant prévoit le remplacement de certains fluides frigorigènes et la mise à l'arrêt de certains équipements pour satisfaire aux obligations réglementaires du règlement F-Gaz et aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642. Les échéances ont été rappelées à l'exploitant dans le cadre du réexamen IED en cours d'instruction. Un équipement sur le site employant du R404a est concerné par l'interdiction d'emploi entrant en vigueur à compter du 05/12/2023. Un équipement qui comprenait un fluide R404a a déjà subi un remplacement de fluide en R452a.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Fiche d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fiche d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p>
Constats : Absence d'écart constaté.
<p>Observations : Vu : la liste des équipements clos en exploitation utilisant des fluides frigorigènes et mentionnant notamment la charge en fluide contenue dans les circuits et le type de fluide frigorigène chargé ; Vu : par échantillonnage lors de la visite sur le site les groupes frigorifiques suivants : - groupe SODIFRI L203 ; - groupe salle Margarine : incohérence sur la quantité de fluide chargée dans l'équipement entre la fiche d'intervention et l'étiquette apposée in situ ; - groupe CHILLER pour eau glacée A2P chargé en R 290; - groupe TRANE 37 L214 : pas d'identification claire sur l'équipement sur une mise à l'arrêt ; Hormis le dernier, ces groupes disposent de l'étiquette relative à l'identification des fluides frigorigènes et le macaron relatif à la dernière vérification périodique avec test d'étanchéité valide ; Vu : par échantillonnage les fiches d'intervention des équipements frigorifiques suivants : - groupe SODIFRI ; - groupe "frigo et évapo" ; - nouveau groupe DAIKIN.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/02/2019, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des réseaux et plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit, avant fin décembre 2019, avoir réalisé un diagnostic de ses réseaux d'eau, notamment par inspection vidéo, afin de définir clairement leur emplacement et leur état. Il devra reporter les réseaux ainsi définis sur un plan à jour et exhaustif comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution d'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...); - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...); - les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. <p>Avant le 31 mars 2020, le rapport de diagnostic est adressé à l'inspection des installations classées avec un échéancier de réalisation des actions correctives éventuellement nécessaires.</p>
<p>Constats : [C8] L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les résultats de l'inspection des réseaux, le plan actualisé des réseaux et l'échéancier de réalisation des actions correctives éventuellement nécessaires avant le 31 mars 2020.</p> <p>Ce constat avait déjà été énoncé lors de la précédente visite d'inspection en date du 29/04/2021, sans avancement notable à ce jour.</p>
<p>Observations : Vu : courrier du 12 mai 2021 de l'inspection des installations classées adressé à l'exploitant suite à la visite d'inspection du 29 avril 2021 et faisant état de la non-conformité suivante à l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 : "NC5 : L'exploitant n'a pu fournir les résultats de l'inspection des réseaux imposée par l'article de l'AP du 26/02/2019. L'échéance n'est pas respectée".</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois